



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE TARN-ET-GARONNE

CHRONO

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Montauban, le 10 janvier 2013

Unité Territoriale Tarn-et-Garonne / Lot

Affaire suivie par : Alain CHAMPEIMONT

Téléphone : 05.63.91.74.41

Télécopie : 05.63.91.74.59

Courriel : alain.champeimont@developpement-durable.gouv.fr

Réf. : AC/2013-0037

P.J. : 3 projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires

### **Rapport de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet de Tarn-et-Garonne**

#### **1 – Bénéficiaire :**

La SAS SEMATEC, présidée par M. Serge BONHOMME, exploite actuellement quatre carrières dans le département de Tarn-et-Garonne dont deux sites de roches massives situés à Monteils et deux sites de matériaux alluvionnaires situés à Montauban et Nègrepelisse.

La production cumulée de l'ensemble de ces carrières est de l'ordre de 500.000 t/an. En plus de ces carrières, cette entreprise exploite également des installations de stockage de déchets inertes à Bessens et un centre de broyage et de valorisation de matériaux de démolition à Montauban.

#### **2 – Principe des garanties financières :**

Dans le cadre des autorisations d'exploitation de carrières, la réglementation impose que des garanties financières soient constituées de manière à permettre à l'Administration de faire réaménager ces carrières en cas de défaillance de l'exploitant.

A cet effet, les dossiers de demande d'autorisation comportent un chapitre spécifique, dans lequel sont précisés les montants de ces garanties définis par phase d'exploitation de 5 ans et les éléments justificatifs ayant conduit à la détermination de ces montants (superficie exploitées, superficie réaménagée...).

Unité Territoriale de Tarn-et-Garonne / Lot – 120 avenue Beausoleil – 82000 MONTAUBAN

<http://www.tarn-et-garonne.pref.gouv.fr>

L'arrêté ministériel du 10 février 1998, puis celui du 9 février 2004 modifié ont précisé les formules de calcul qu'il convient d'appliquer en fonction du type d'exploitation envisagé (extraction de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle, carrières en fosse ou à flanc de relief et autres carrières à ciel ouvert). D'une manière générale, le calcul montre que chacune des phases d'exploitation étant spécifique, le montant des garanties financières est très rarement identique pour toutes les phases d'exploitation mais diffère d'une phase à l'autre. Il est donc nécessaire de préciser ce montant pour chacune des différentes phases de l'exploitation.

Une fois ces montants définis, l'exploitant a alors pour obligation de transmettre à l'Administration une attestation de constitution de ces garanties financières laquelle est délivrée, soit par un organisme bancaire, soit par une société d'assurances. L'exploitant doit reconduire cette transmission *a minima* pour chacune des phases quinquennales de son exploitation et plus fréquemment en cas d'évolution notable des conditions d'exploitation ou de l'indice tous travaux utilisé pour le génie civil (indice TP01).

De ce fait, l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation d'une carrière doit fixer les montants de ces garanties et ce, pour chacune des phases quinquennales du projet d'exploitation.

Or, les arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation des quatre carrières de la SAS SEMATEC ne comportent que la mention du montant de la 1<sup>ère</sup> phase quinquennale, sans aucun autre montant pour les autres phases quinquennales ni précision sur les bases retenues pour la détermination de ce montant.

Aussi, les projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires joints ont pour objet de corriger ces oublis par la substitution des articles concernés de la section 6 (définition des garanties financières) par une rédaction plus complète et mieux détaillée (ensemble des montants de toutes les phases d'exploitation, indication de l'indice TP01 de référence pour l'actualisation des montants et montants actualisés à août 2012).

Les principales modifications apportées pour la carrière exploitée à :

- Montauban, aux lieux-dits « Tour de Belot » et « Malpas » sont les suivantes :

Arrêté initial (n°02-78 du 15 janvier 2002)	Arrêté modificatif
Phase 1 (0 à 5 ans) : 701.030 F TTC (soit 106.864 € TTC)	
Phase 2 (5 à 10 ans) : aucun montant indiqué	
Phase 3 (10 à 15 ans) : aucun montant indiqué	15/01/2012 au 15/01/2017 : 180.472 € TTC
Phase 4 (15 à 20 ans) : aucun montant indiqué	15/01/2017 au 15/01/2022 : 195.002 € TTC
Bases du calcul : aucune information	Bases du calcul : taux de TVA de 19,6 % et indice TP01 d'août 2012 (valeur de 701,3)

- Monteils, aux lieux-dits « Causse de Lugan », « Lissart », « Grèzes Issart » et « Plantounasses »

Arrêté initial (n°06-2129 du 4 décembre 2006)	Arrêté modificatif
Phase 1 (0 à 5 ans) : 20.726 € TTC	
Phase 2 (5 à 10 ans) : aucun montant indiqué	4 /12/2011 au 4/12/2016 : 19.050 € TTC
Phase 3 (10 à 15 ans) : aucun montant indiqué	4/12/2016 au 4/12/2021 : 17.246 € TTC
Bases du calcul : aucune information	Bases du calcul : taux de TVA de 19,6 % et indice TP01 d'août 2012 (valeur de 701,3)

- Nègrepelisse, aux lieux-dits « Chemin Long » et « Lavergne »

Arrêté initial (n°06-1005 du 17 mai 2006)	Arrêté modificatif
Phase 1 (0 à 5 ans) : 191.191 € TTC	
Phase 2 (5 à 10 ans) : aucun montant indiqué	17/05/2011 au 17/05/2016 : 244.724 € TTC
Phase 3 (10 à 15 ans) : aucun montant indiqué	17/05/2016 au 17/05/2021 : 275.805 € TTC
Phase 4 (15 à 20 ans) : aucun montant indiqué	17/05/2021 au 17/05/2026 : 272.295 € TTC
Bases du calcul : aucune information	Bases du calcul : taux de TVA de 19,6 % et indice TP01 d'août 2012 (valeur de 701,3)

En ce qui concerne la carrière exploitée au lieu-dit « Le Roc », commune de Monteils, les modifications à apporter seront intégrées dans le projet d'arrêté préfectoral consécutif à la procédure de renouvellement la concernant.

L'inspection propose aux membres de la CODENAPS de donner un avis favorable à la proposition de modification des 3 arrêtés préfectoraux délivrés à la société SEMATEC pour l'exploitation des carrières de Montauban, Nègrepelisse et Monteils (lieu-dit « Causse de Lugan »).

Pour le DREAL et par subdélégation  
L'inspecteur des installations classées

Alain CHAMPEIMONT

Vérifié et validé le  
L'agent reconnu

Francis DEGUISNE

